

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/206162]

2 OCTOBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié pour la dernière fois par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014;

Vu la proposition CD-12j29-CWaPE-456 de la CWaPE du 9 novembre 2012 sur la révision du mécanisme de soutien pour les producteurs d'électricité à partir d'une installation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW;

Vu l'avis CD-13g02-CWaPE-537 de la CWaPE rendu le 2 juillet 2013;

Vu l'avis n° 54.571/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la situation du marché des certificats verts caractérisée par un volume excédentaire important de certificats verts engendrant un recours massif à la garantie d'achat par Elia organisée par l'article 40, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001, tout particulièrement émanant des producteurs d'électricité à partir d'installations photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW et résultant, comme l'a souligné notamment la CWaPE dans son rapport annuel spécifique n° CD-12f19-CWaPE « L'évolution du marché des certificats verts », d'une explosion du nombre d'installations sur ce marché;

Que la conséquence de ce recours massif à la garantie d'achat est réelle sur la surcharge tarifaire répercutée aux consommateurs, dans la mesure où cette dernière est en constante augmentation;

Considérant la décision (B)130516-CDC-658E/26 du 16 mai 2013 relative à « la proposition tarifaire rectifiée de ELIA SYSTEM OPERATOR SA du 2 avril 2013 pour la période réglementaire 2012-2015 » adoptée en application de l'article 12^{quater}, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, de la CREG qui souligne que :

« 198. Par son courrier daté du 14 mars 2013, Elia a informé la CREG de la situation actuelle du marché des certificats verts en Région wallonne. Elia a également demandé à la CREG quelles suites, notamment en matière tarifaire, elle entend donner au constat dressé par Elia.

199. A ce jour, aucun élément concret ne permet à la CREG de répondre à la requête d'Elia. De nombreuses informations ont récemment circulé dans la presse ou lors d'échanges entre la CREG et les acteurs impliqués mais aucune décision officielle n'est, à ce jour, venue confirmer ces informations. Toutefois, des évolutions concrètes étant attendues prochainement, la CREG ne juge pas opportun de modifier le tarif pour l'obligation de service public pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables en Wallonie dans le cadre de la proposition tarifaire rectifiée.

200. Par conséquent, la CREG décide d'approuver les valeurs proposées par Elia pour les années 2012 et 2013.

201. La CREG invite toutefois Elia à lui soumettre une nouvelle proposition d'adaptation de ce tarif dès que des éléments suffisamment concrets pourront être pris en considération. Dans sa lettre du 26 avril 2013, Elia a confirmé son intention de revenir vers la CREG en ce qui concerne ce tarif. »;

Que la volonté claire d'Elia est d'introduire une nouvelle proposition tarifaire à très court terme afin de revoir la surcharge tarifaire « certificats verts » à la hausse, comme souligné dans la décision tarifaire précitée de la CREG;

Qu'une telle volonté s'est traduite dans les faits lorsque, par sa proposition tarifaire du 13 novembre 2013, Elia a sollicité, à nouveau, auprès de la CREG une augmentation de la surcharge tarifaire « certificats verts »;

Que cette demande a été suspendue temporairement par Elia au vue de la réforme globale des certificats verts;

Que la CREG a ainsi repris les éléments suivants dans sa décision tarifaire du 19 décembre 2013, n° (B)121219-CDC-658E/28, relative à « la proposition du 13 novembre 2013 de SA ELIA SYSTEM OPERATOR relative à l'adaptation à partir du 1^{er} janvier 2014 des tarifs pour les obligations de service public et des taxes et surcharges et à la demande d'Elia du 17 décembre 2013 prise en application de l'article 12^{quater}, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et des articles 9, 10 et 33 de l'arrêté (Z) 130328-CDC-1109/3 du 28 mars 2013 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2011 fixant les méthodes provisoires de calcul et établissant les conditions tarifaires de raccordement et d'accès aux réseaux d'électricité ayant une fonction de transport :

« 23. Le dossier d'Elia du 13 novembre 2013 comporte dès lors des chiffres clairs sur l'application attendue de l'obligation de service public que la Région wallonne a imposée à Elia en tant que gestionnaire du réseau de transport local :

(i) un déficit global attendu à la fin 2013 de 65.300.000,00 EUR pour l'estimation correcte, dont il faut déduire l'effet saisonnier de 25.000.000,00 EUR, soit un déficit structurel de 40.300.000,00 EUR;

(ii) le coût de l'achat de 4.320.000 certificats verts en 2014 au prix minimum de 65,00 EUR/certificat mène à une dépense en 2014 de 280.600.000,00 EUR;

(iii) le coût de l'achat de 4.271.000 certificats verts en 2015 au prix minimum de 65,00 EUR/certificat mène à une dépense en 2015 de 277.600.000,00 EUR;

Cela signifie qu'Elia, en vue de couvrir ses coûts durant la période réglementaire 2012-2015, devra récupérer durant les deux années suivantes un total de 599.500.000,00 EUR, à majorer d'un montant de 2.700.000,00 EUR en frais administratifs et financiers à mettre à charge de la surcharge afin d'éviter les subsides croisés avec les autres activités. Sans adaptations structurelles et sans application de quelque dégressivité, une surcharge sur 2 ans devrait par conséquent couvrir le montant de 602.200.000,00 EUR.

24. Ce montant doit être répercuté proportionnellement aux volumes attendus d'électricité prélevée sur les réseaux du gestionnaire du réseau de transport local de la Région wallonne, respectivement de 16,9 TWh en 2014 et 16,8 TWh en 2015.

25. Il est donc clair que ce n'est pas possible sans mesures supplémentaires avec une surcharge de 13,82 EUR/MWh. Cette valeur ne générerait en effet que 465.734.000,00 EUR de revenus tarifaires durant les années 2014 et 2015, alors que le montant à couvrir pour cette même période s'élève à 602.200.000,00 EUR (cf. numéro 23 supra).

26. Il ressort toutefois clairement de tous les documents dont la CREG dispose que la Région wallonne vise bel et bien une série de mesures structurelles :

[...]

29. En constatant que les éléments factuels nouveaux tendent à démontrer la concrétisation de certaines mesures annoncées par le Gouvernement wallon et la volonté des parties à la réussite des intentions poursuivies par le Gouvernement wallon, Elia mentionne son intention de référer de ces différents éléments lors de la réunion de son conseil d'administration prévue fin mars 2014. Au cours de cette réunion, Elia vérifiera si le décret pérenne est bien entré en vigueur et si la mise en place effective d'une opération de portage est réaliste;

30. C'est pourquoi, dans l'intervalle, Elia a demandé à la CREG de vouloir considérer que la demande d'augmentation dans son dossier du 13 novembre 2013 soit temporairement suspendue.

Elia demande donc de confirmer le tarif d'obligation service public à son niveau actuel du 1^{er} janvier 2014;

31. La CREG suit cette problématique complexe depuis longtemps déjà. Elle constate ce qui suit :

(i) les hypothèses et les calculs proposés par Elia concernant le nombre de certificats sont tout à fait conformes aux évolutions et nombres publiés par la CWaPE;

(ii) le déficit attendu d'Elia à la fin 2013 est conforme à ce qu'a déjà indiqué la comptabilité d'Elia dans le rapport semestriel de 2012 et à son évolution ultérieure dans le courant de 2013, comme le confirment les réviseurs d'Elia;

(iii) la confirmation des mesures du Gouvernement wallon est très récente et clairement toujours incomplète;

(iv) il s'agit de montants importants et, comme mentionné au numéro 15 supra, la CREG souhaite éviter d'envoyer un faux signal concernant la politique menée par la Région wallonne en prenant une décision sur un délai trop court;

(v) il y a peu de risque de subsides croisés car Elia impute depuis début 2013 les coûts administratifs et financiers liés à l'obligation de service public au tarif en question (cela constitue un point de contrôle marqué pour la CREG);

(vi) la CREG part du principe que l'obligation de service public wallonne reste dévolue au gestionnaire du réseau de transport local et que l'éventuelle utilisation d'un "portage" n'y porte pas préjudice, si bien que l'opération aura un caractère neutre pour l'utilisateur du réseau;

(vii) Elia demande elle-même (mais aussi in extremis) de suspendre temporairement sa demande du 13 novembre 2013 visant à augmenter le tarif;

(viii) dans ce concours de circonstances, le principe de précaution contraint la CREG en tant qu'autorité administrative à une approche prudente. Cependant, la CREG se prononcera une nouvelle fois dans le courant du premier semestre 2014 sur une éventuelle adaptation de ce tarif qui serait demandée par Elia;

32. Dans ces circonstances et dans les conditions mentionnées, la CREG ne voit pas d'objection à la suspension de la demande d'Elia et au maintien de la valeur actuelle de 13,8159 EUR/MWh à compter du 1^{er} janvier 2014.

[...]

LA CREG DECIDE de suspendre sa décision relative aux tarifs pour l'obligation de service public pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables en Wallonie. Le tarif actuel de 13,8159 EUR/MWh est donc maintenu provisoirement; »;

Que, par courrier du 15 janvier 2014 adressé à M. le Ministre de l'Energie, Elia a réitéré ses craintes dans l'hypothèse où la situation sur le marché des certificats verts demeurerait en l'état, et a réaffirmé, comme suit, le caractère temporaire de la suspension d'augmentation de la surcharge « certificats verts » :

« (...) vous n'êtes pas sans savoir qu'Elia continue d'observer un déficit significatif entre les dépenses qu'elle supporte dans le cadre de l'OSP de rachat de CV wallons à prix minimum garanti et les recettes qu'elle perçoit à travers l'application d'une surcharge dédiée à cette OSP. Le conseil d'administration d'Elia reste préoccupé par cette situation qui transparaît dans les comptes annuels à fin 2013. Et ce, d'autant plus que récemment, la CREG a accepté, comme nous lui avons proposé à votre insistance, de suspendre temporairement la révision à la hausse de la surcharge en question, dans l'attente d'une adoption imminente de textes réglementaires finalisant le cadre légal relatif à la mise en place des exonérations et des mises en réserve de certificats verts. »;

Que l'impact des éléments qui précèdent et les risques d'une augmentation de la surcharge tarifaire « certificats verts » pour les consommateurs d'électricité, et notamment pour les entreprises en situation de concurrence européenne et internationale, sont considérables;

Considérant que la présente mesure s'inscrit dans le cadre global de la réforme des certificats verts visant à permettre le retour à l'équilibre du marché des certificats verts;

Qu'il a notamment été mis en place, dans ce cadre, un mécanisme de mise en réserve ainsi qu'un régime d'exonérations partielles de la surcharge « certificats verts » pour certains clients finals;

Que selon l'avis n° CD-13k07-CWaPE-816 de la CWaPE rendu le 20 novembre 2013, la mesure envisagée par le projet d'arrêté devrait permettre de réduire le nombre de certificats verts octroyés pour ces installations de 12 à 13 millions de certificats verts sur la période 2018-2027; que le volume de certificats verts concernés peut donc être considéré comme ayant une influence significative sur le marché des certificats verts, puisque le marché total estimé de certificats verts via les retours quotas s'élève à 6,5 millions de certificats verts en 2020;

Considérant que le lien entre la limitation du volume de certificats verts issue de l'arrêté en projet et la surcharge tarifaire, a également été mis en évidence par la CWaPE dans son rapport annuel spécifique de 2012 sur l'évolution du marché des certificats verts. Dans le chapitre 4 de ce rapport consacré à l'évolution du marché des certificats verts sur la période 2013-2020, la CWaPE intègre, dans ses hypothèses, la prise en compte de la décision du Gouvernement wallon, prise en première lecture le 30 mai 2013, de réduire la durée d'octroi des certificats verts de 15 ans à 10 ans pour les installations Solwatt. Sur la base des différentes hypothèses dont celle précitée, la CWaPE observe que :

« un retour à l'équilibre sur le marché des certificats verts est possible en 2020, pour autant que tout le volume de certificats verts produits à partir de 2013 dans le cadre de la filière Solwatt soit racheté par Elia »;

Que le lien entre la limitation du volume de certificats verts issue de l'arrêté en projet et l'évolution de la surcharge tarifaire à court terme, est réel et effectif à travers le mécanisme de portage de mise en réserve de certificats verts inséré dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (ci-après, « décret électricité ») par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 (publié au *Moniteur belge* le 17 janvier 2014/Erratum publié le 5 février 2014);

Que ce mécanisme de 'mise en réserve' de certificats verts excédentaires par un intermédiaire financier est notamment basé sur une perspective de retour sur le marché, avant le terme de la durée maximale de portage, des certificats verts mis en réserve. Dans son avis n° CD-13119-CWaPE-840 rendu le 20 décembre 2013 « portant sur le projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation régionale du marché de l'électricité, visant à instaurer une base juridique pour le mécanisme de financement externe des certificats verts via un intermédiaire financier ainsi que pour les exonérations de la surcharge Elia », la CWaPE se base, à nouveau, sur l'hypothèse de la durée d'octroi de certificats verts réduite de 15 ans à 10 ans pour les installations Solwatt et estime, sur cette base, le volume de certificats verts à mettre en réserve par l'intermédiaire financier. Dans son analyse, la CWaPE montre

qu'avec cette hypothèse et compte tenu de l'évolution des quotas de certificats verts, les certificats verts ayant fait l'objet du portage peuvent sortir de la mise en réserve à partir de 2017 dans le scénario S1 et de 2019 dans le scénario S2. Cette perspective de retour sur le marché, essentielle pour la réussite de l'opération de portage - et partant, pour la stabilisation du niveau de la surcharge Elia à 13,82 €/MWh (le niveau actuel) - est donc intimement liée à la mesure du présent arrêté en projet :

Qu'à défaut de mise en œuvre de l'arrêté en projet, un volume de 12 à 13 millions de certificats verts supplémentaires viendra inonder le marché entre 2018 et 2027, rendant illusoire toute perspective de reprise par le marché des certificats verts mis en réserve;

Considérant la nécessité de préserver une garantie de rentabilité des installations de production à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette inférieure à 10kW, tout en modifiant rapidement la durée d'octroi des certificats verts pour ces mêmes installations afin de rencontrer l'objectif d'intérêt général de l'ensemble des consommateurs de bénéficier d'une surcharge tarifaire raisonnable;

Considérant que la CWaPE, dans son avis CD-13g02-CWaPE-537, confirme que la modification du facteur 'k' prévue au nouveau paragraphe 1^{er}bis du présent arrêté « contribuerait à diminuer la rentabilité très favorable de ces installations et, partant, à réduire l'impact important de la surcharge d'Elia sur les consommateurs »;

Considérant qu'une jurisprudence autorise un Gouvernement à réviser un système par des mesures correctrices, afin de revoir les investissements qui sont au-delà d'un profit normal, lorsque la révision est basée sur des considérations sociales - la protection des consommateurs les plus démunis - et économiques - le retour à un équilibre de marché - (voy. note au Gouvernement, jurisprudence CIRDI du 23 septembre 2010 et Cour constitutionnelle du Royaume de Belgique du 30 mars 2010 et du 17 juillet 2014). Actuellement, le prix du certificat vert est à 65 € mais rien n'exclut une augmentation de ce prix suite à l'adoption du présent arrêté et donc qu'il soit pallié aux effets perturbateurs temporaires ou à l'absence de rentabilité des installations photovoltaïques grâce à la reprise du marché. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est procédé à l'examen des conditions qui permettent de bénéficier d'une dérogation à l'application du régime a posteriori;

Que l'article 38, § 5, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, lu en combinaison avec l'article 40 du même décret, permet au Gouvernement de « diminuer le nombre de certificats verts octroyés [...] en fonction de l'âge de l'installation de production d'électricité verte, de sa rentabilité et de sa filière de production » dans le respect de l'obligation d'achat des certificats verts à charge du gestionnaire de réseau de transport local laquelle existe pendant « au maximum 180 mois [...] au regard de la rentabilité du projet. »;

Que le mécanisme proposé a pour effet de limiter le bénéfice du coefficient modérateur « k », pour l'avenir, pour les installations dont les modalités d'octroi des certificats verts sont celles applicables jusqu'au 30 novembre 2011;

Que, tout en atteignant l'objectif de réduire la bulle des certificats verts, le mécanisme proposé est destiné à garantir également la rentabilité des installations visées en octroyant pour une période de 10 ans des certificats verts aux producteurs à partir d'installations photovoltaïques d'une puissance nette inférieure à 10 kW dont les modalités d'octroi des certificats verts sont celles applicables jusqu'au 30 novembre 2011;

Que la CWaPE dans son avis du 20 novembre 2013 n° CD-13k07-CWaPE-816 relatif à « l'application d'un facteur $k = 0$ pour les installations photovoltaïques d'une puissance ≤ 10 kW bénéficiant des modalités d'octroi applicables jusqu'au 30 novembre 2011 » rendu en application de l'article 43bis, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, a conclu à un impact significatif de la mesure proposée, comme suit :

« 3. Avis

En ce qui concerne l'impact de la mesure proposée par le Gouvernement wallon sur la rentabilité des installations visées (± 79.000), sur base des hypothèses retenues dans son analyse, la CWaPE estime que les installations SOLWATT qui se verraient affectées d'une réduction de la durée d'octroi de 15 ans à 10 ans (facteur 'k' = 0) garderaient un taux de rentabilité égal ou supérieur au taux de rentabilité de référence pour la filière solaire photovoltaïque (7 %) à l'exception d'un nombre limité d'installations placées en 2008 (à partir de 8 kWc lorsqu'un taux de T.V.A. de 6 % était d'application et à partir de 5 kWc lorsqu'un taux de T.V.A. de 21 % était d'application). A noter toutefois que pour de tels cas, le projet d'arrêté modificatif prévoit que les producteurs concernés pourront introduire un dossier démontrant l'absence de rentabilité au regard du soutien octroyé afin de bénéficier du facteur « k » initialement fixé. »;

Que cette garantie de rentabilité est également rencontrée par la possibilité qu'ont ces mêmes producteurs, dans l'hypothèse où ils rencontreraient des difficultés de rentabilité, après application du nouveau facteur « k » pour l'avenir à leur installation, et n'atteindraient pas la rentabilité de référence initiale; ou encore, dans l'hypothèse où la réduction de la durée d'octroi entraînerait des effets collatéraux, à savoir des « effets externes perturbateurs », sur des conventions ou contrats en cours et partant, sur les droits des tiers, de bénéficier, sur la base de la présentation d'un dossier individuel motivé, du facteur « k » dont ils pouvaient se prévaloir avant la modification apportée par le présent arrêté; l'« effet externe perturbateur » résultant de la modification de la période initiale d'octroi fixée est « perturbateur » quand il constitue un impact financier négatif pour le producteur et est « externe » quand il entraîne des effets sur les droits des tiers, comme lorsque l'octroi des certificats verts est lié à la réalisation d'obligations conventionnelles ou contractuelles;

Que le critère de différenciation entre les producteurs pouvant solliciter l'application du facteur 'k' antérieur au présent arrêté, et les autres, est objectif et justifié au regard du critère de la rentabilité de l'installation et de la non-atteinte aux droits des tiers par l'effet de la présente mesure réduisant la durée initiale d'octroi des certificats verts, et partant au regard du principe de proportionnalité;

Que le présent arrêté tend à protéger plusieurs objectifs :

a) il s'agit tout d'abord d'une mesure sociale de protection des consommateurs les plus faibles : en l'espèce, une mesure qui tend à éviter une explosion de la surcharge d'Elia aux fins de ne pas augmenter le prix final de l'électricité qui, conformément à la troisième directive, doit rester un prix abordable à l'ensemble des consommateurs et notamment aux plus démunis, lesquels sont les plus exposés par une augmentation significative de la surcharge Elia; et

b) il s'agit d'une mesure économique, ayant pour effet de lisser dans le temps une bulle d'explosion du nombre des certificats verts, afin que le prix du certificat vert puisse remonter au-delà des 65 €, comme le prévoit la CWaPE dans un horizon à moyen terme, et retrouver, éventuellement, les avantages d'un marché moins perturbé. Dès que le marché offrira un prix des certificats verts au-delà de 65 €, un effet multiplicateur s'opérera puisque les certificats verts ne seront plus rachetés par Elia, avec pour conséquence directe que la surcharge diminuera;

Que la mesure est une mesure correctrice temporaire car on ne peut dissocier économiquement la durée du soutien de la valeur du prix garanti. En effet, puisque le Gouvernement a décidé, à ce stade, de ne pas toucher au prix minimum garanti, rien n'empêche, et c'est le but de cette mesure, que, dans un horizon à moyen terme, le prix du certificat vert remonte et annule les éventuels effets externes perturbateurs et/ou une éventuelle absence de rentabilité. C'est pourquoi, l'examen par dossier est reportée à la fin de la période, lorsque les acteurs auront une vue beaucoup plus claire des éventuels effets externes perturbateurs et/ou d'une éventuelle absence de rentabilité de l'installation;

Que, parallèlement à la procédure d'examen sur dossier individuel, le présent projet prévoit la possibilité pour le Gouvernement, sur la base d'un rapport rendu par un groupe d'experts, représentant les intérêts privés et publics visés par le projet d'arrêté, de prévoir des exemptions par catégories de producteurs, si de telles catégories se dégagent. Les intérêts privés visés par le projet d'arrêté concernent des personnes, des associations ou des groupements d'intérêts pouvant témoigner d'un intérêt objectif dans le soutien à la production d'électricité renouvelable à partir d'installations photovoltaïques de petite puissance. Il peut également s'agir de personnes issues de la société civile (des propriétaires, des ASBL, des organisations de défense des consommateurs, etc.), des installateurs de panneaux photovoltaïques, des fédérations (fédérations de consommateurs, fédérations du bâtiment, fédérations des installateurs, etc.) ou de personnes privées s'occupant du financement de tels projets (assurances, banques, etc.);

Que les autres pistes examinées par le Gouvernement, à savoir une baisse du prix minimum garanti pour l'avenir pour les installations existantes à un niveau compatible avec une rentabilité de référence de 7 pourcents, ou encore la mise en place d'une forme de taxation sur les installations Solwatt, sont de nature à être davantage attentatoire aux producteurs concernés que la mesure proposée;

Qu'en tant que ce projet prévoit, d'une part, une réduction du facteur « k » et partant, de la durée d'octroi des certificats verts pour les installations dont les modalités d'attribution des certificats verts sont celles applicables jusqu'au 30 novembre 2011, afin de répondre à un objectif d'intérêt général de baisse du prix de la surcharge tarifaire, et met en place, d'autre part, une procédure d'examen sur dossier des conditions particulières des producteurs ainsi qu'une possibilité d'exemptions par catégories par le Gouvernement, la mesure proposée par le présent projet d'arrêté est proportionnelle aux buts poursuivis;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, il est inséré deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 1^{er}ter. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW dont le facteur « k » en vigueur, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, est celui qui prévalait avant le 1^{er} décembre 2011, le Ministre détermine, sur proposition de la CWaPE, le facteur « k » applicable au regard de l'âge de l'installation et de sa rentabilité.

Tout producteur visé à l'alinéa 1^{er}, peut, entre 18 mois et, au plus tard, 6 mois avant la fin de la période d'octroi de certificats verts fixée conformément à l'alinéa 1^{er}, introduire un dossier auprès de la CWaPE afin de bénéficier du facteur « k » initialement fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 6. Le dossier contient, à tout le moins, la démonstration d'un des éléments suivants :

1° la non atteinte par l'installation photovoltaïque, après application du nouveau facteur 'k' déterminé par le Ministre visé à l'alinéa 1^{er}, de la rentabilité de référence prévalant au moment de l'installation;

2° un effet externe perturbateur sur des conventions ou contrats en cours résultant de la modification de la période initiale d'octroi fixée conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, impactant le producteur financièrement, défavorablement et irrévocablement.

La CWaPE détermine et publie sur son site les modalités et les délais de traitement des dossiers visés à l'alinéa précédent.

Sur la base du dossier, la CWaPE remet un avis sur la rentabilité du projet prenant en considération, notamment, l'énergie économisée valorisée au prix réel de l'énergie et les certificats verts. Si une absence de rentabilité ou un effet externe perturbateur conformément à l'alinéa 2, est démontré, le Ministre accorde le bénéfice du facteur « k » fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, au producteur concerné.

§ 1^{er}quater. Un groupe d'experts détermine la typologie des cas particuliers susceptibles de bénéficier de la dérogation organisée par le paragraphe 1^{er}ter. Ce groupe d'experts est composé de 10 membres désignés par le Gouvernement après un appel à manifestation d'intérêt, comme suit :

a) 5 membres représentant les pouvoirs publics;

b) 5 membres représentant les intérêts privés pouvant démontrer de l'existence d'un intérêt objectif dans le soutien à la production d'électricité renouvelable à partir d'installations photovoltaïques de petite puissance et les associations de protection des consommateurs.

Le groupe d'experts transmet un rapport sur la typologie des cas rencontrés dans les 18 mois de l'entrée en vigueur du présent paragraphe au Gouvernement wallon.

Sur la base du rapport visé à l'alinéa 2 et après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut établir des catégories de producteurs dont les caractéristiques démontrent qu'ils peuvent bénéficier du facteur « k » fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 6. »

Art. 2. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/206162]

2. OKTOBER 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014;

Aufgrund des Vorschlags CD-12j29-CWaPE-456 der CWaPE ("Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie)) bezüglich der Revision des Unterstützungsmechanismus für die Erzeuger von Strom aus einer Photovoltaikanlage mit einer Leistung von höchstens 10 kW;

Aufgrund des am 2. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens CD-13g02-CWaPE-537 der CWaPE;

Aufgrund des am 23. Dezember 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, 2^o der am 12. Januar 1273 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.571/4;

In Erwägung der Lage auf dem Markt für grüne Zertifikate, die sich durch eine hohe Überschussmenge von grünen Zertifikaten kennzeichnet, die einen massiven Rückgriff auf die durch Artikel 40, Absatz 1 des Dekrets vom 12. April 2001 organisierte Kaufgarantie durch Elia zur Folge hat und insbesondere von Stromerzeugern ab Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von höchstens 10 kW ausgeht, und die sich laut des spezifischen Jahresberichts Nr. CD-12f19-CWaPE "L'évolution du marché des certificats verts" (Entwicklung des Marktes für grüne Zertifikate) aus einer explosionsartigen Zunahme der Anzahl Anlagen auf diesem Markt ergibt;

Dass sich dieser massive Rückgriff auf die Kaufgarantie tatsächlich auf den auf die Konsumenten übertragenen Tarifaufschlag auswirkt, insofern dieser ständig zunimmt;

In Erwägung des Beschlusses der CREG ("Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz" (Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission)) (B)130516-CDC-658E/26 vom 16. Mai 2013 bezüglich des "berichtigten Tarifvorschlags der ELIA SYSTEM OPERATOR S.A. vom 2. April 2013 für den Regulationszeitraum 2012-2015", gefasst in Anwendung von Artikel 12^{quater}, § 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts, in dem Folgendes hervorgehoben wird:

"198. Durch ihr Schreiben vom 14. März 2013 hat Elia die CREG über die aktuelle Lage des Markts für grüne Zertifikate in der Wallonischen Region informiert. Elia hat die CREG ebenfalls gebeten, ihr mitzuteilen, welche Maßnahmen sie infolge der von Elia gemachten Feststellung zu treffen beabsichtigt.

199. Bis auf heute gibt es kein konkretes Element, auf dessen Grundlage die CREG Elia eine Antwort geben könnte. In der Presse oder anlässlich des Ideen- und Informationsaustauschs zwischen der CREG und den einbezogenen Akteuren haben zahlreiche Informationen kursiert, aber bis auf heute hat keine offizielle Entscheidung diese Informationen bestätigt. Da konkrete Entwicklungen jedoch in naher Zukunft erwartet werden, hält die CREG es nicht für zweckmäßig, den Tarif für die Verpflichtung öffentlichen Dienstes für die Finanzierung der Maßnahmen zur Förderung der erneuerbaren Energien in der Wallonie im Rahmen des berichtigten Tarifvorschlags zu ändern.

200. Demzufolge beschließt die CREG die von Elia vorgeschlagenen Werte für die Jahre 2012 und 2013 zu genehmigen.

201. Die CREG fordert Elia jedoch dazu auf, ihr einen neuen Vorschlag zur Anpassung dieses Tarifs zu unterbreiten, sobald genügend konkrete Elemente in Betracht gezogen werden können. In Ihrem Schreiben vom 26. April 2013 hat Elia ihre Absicht bestätigt, die CREG bezüglich des Tarifs wieder anzusprechen."

Dass die klare Bereitschaft seitens Elia besteht, sehr kurzfristig einen neuen Tarifvorschlag zu unterbreiten, um den Tarifaufschlag "grüne Zertifikate" zu erhöhen, wie dies in dem vorerwähnten Tarifbeschluss der CREG unterstrichen wird;

Dass sich diese Bereitschaft in der Praxis durch die Tatsache gezeigt hat, dass Elia durch ihren Tarifvorschlag vom 13. November 2013 bei der CREG erneut eine Erhöhung des Tarifaufschlags "grüne Zertifikate" beantragt hat;

Dass dieser Antrag von Elia im Hinblick auf die umfassende Reform der Zertifikate vorübergehend ausgesetzt wurde;

Dass die CREG somit in ihrem Tarifbeschluss vom 19. Dezember 2013, Nr. (B)121219-CDC-658E/28 bezüglich "des Vorschlags vom 13. November 2013 der SA ELIA SYSTEM OPERATOR über die Anpassung ab dem 1. Januar 2014 der Tarife für die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes und der Steuern und Aufschläge und bezüglich des Antrags von Elia vom 17. Dezember 2013", der in Anwendung des Artikels 12^{quater}, § 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und der Artikel 9, 10 und 33 des Erlasses (Z) 130328-CDC-1109/3 vom 28. März 2013 zur Abänderung des Erlasses vom 24. November 2011 zur Festsetzung der vorläufigen Berechnungsmethoden und zur Festlegung der Tarifbedingungen für den Anschluss und den Zugang zu den Elektrizitätsnetzen mit Transportfunktion gefasst wurde, die nachstehenden Elemente angeführt hat:

"23. Die Akte von Elia vom 13. November 2013 enthält somit klare Zahlen bezüglich der erwarteten Anwendung der Verpflichtung öffentlichen Dienstes, die die Wallonische Region Elia in der Eigenschaft als Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes auferlegt hat:

(i) ein erwartetes Gesamtdéfizit bis Ende 2013 von 65.300.000,00 EUR für die korrekte Einschätzung, von denen eine "saisonale Auswirkung" von 25.000.000,00 EUR abzuziehen ist, das heißt ein strukturelles Defizit von 40.300.000,00 EUR;

(ii) durch die Kosten für den Kauf von 4.320.000 grünen Zertifikaten im Jahre 2014 zum Mindestpreis von 65,00 EUR/Zertifikat werden im Jahr 2014 280.600.000,00 EUR ausgegeben;

(iii) durch die Kosten für den Kauf von 4.271.000 grünen Zertifikaten im Jahre 2015 zum Mindestpreis von 65,00 EUR/Zertifikat werden im Jahr 2015 277.600.000,00 EUR ausgegeben;

Dies bedeutet, dass Elia im Hinblick auf die Deckung ihrer Kosten während des Regulationszeitraums 2012-2015 während den beiden nachfolgenden Jahren einen Gesamtbetrag von 599.500.000,00 EUR zurückgewinnen muss, der um einen Betrag von 2.700.000,00 EUR an Verwaltungs- und Finanzkosten zu erhöhen ist, der dem Aufschlag anzulasten ist, um die sich mit anderen Tätigkeiten kreuzenden Zuschüsse zu vermeiden. Ohne strukturelle Anpassungen und ohne Anwendung irgendeiner degressiven Methode sollte ein Aufschlag über 2 Jahre demnach einen Betrag von 602.200.000,00 EUR decken.

24. Dieser Betrag muss proportional zu den erwarteten Elektrizitätsvolumen übergewälzt werden, die aus den Netzen des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes der wallonischen Region entnommen werden, und zwar jeweils 16,9 TWh im Jahr 2014 und 16,8 TWh im Jahr 2015.

25. Es ist demnach offensichtlich, dass dies mit einem Aufschlag von 13,82 EUR/MWh nicht ohne zusätzliche Maßnahmen möglich ist. Dieser Wert würde während den Jahren 2014 und 2015 in der Tat nur 465.734.000,00 EUR Tarifeinnahmen generieren, wo sich der zu deckende Betrag für diesen Zeitraum auf 602.200.000,00 EUR beläuft (siehe Nummer 23 supra).

26. Aus allen Dokumenten, über die die CREG verfügt, geht jedoch deutlich hervor, dass die Wallonische Region tatsächlich auf eine Reihe von strukturellen Maßnahmen abzielt.

[...]

29. Elia stellt fest, dass an den neuen faktischen Gegebenheiten die Verwirklichung bestimmter Maßnahmen, die von der Wallonischen Regierung angekündigt wurden, und der Wille der Parteien, dass die von der Wallonischen Regierung verfolgten Absichten zu einem erfolgreichen Abschluss kommen mögen, gut zu erkennen seien, und bekundet dabei ihre Absicht, in der für Ende März 2014 vorgesehenen Sitzung ihres Verwaltungsrates über diese verschiedenen Elemente Bericht zu erstatten. Anlässlich dieser Versammlung wird Elia überprüfen, ob das endgültige Dekret eigentlich in Kraft getreten ist und ob die tatsächliche Einleitung eines sgt. "Haltemechanismus" realistisch ist;

30. Deshalb hat Elia einstweilen die CREG darum ersucht, eine vorläufige Aussetzung des durch ihre Akte vom 13. November 2013 gestellten Erhöhungsantrags in Betracht zu ziehen.

Somit bittet Elia darum, dass der aktuelle Tarif - vom 1. Januar 2014 - der Verpflichtung öffentlichen Dienstes aufrechterhalten wird;

31. Schon seit längerer Zeit verfolgt die CREG diese komplexe Problematik. Sie stellt Folgendes fest:

(i) Die von Elia unterbreiteten Hypothesen und vorgeschlagenen Berechnungen bezüglich der Anzahl Zertifikate entsprechen durchaus den Entwicklungen und Zahlen, die von der CWaPE veröffentlicht worden sind;

(ii) Das erwartete Defizit von Elia am Ende 2013 entspricht dem, was bereits durch die Buchführung von Elia im Halbjahresbericht 2012 aufgezeigt wurde, sowie der späteren Entwicklung im Laufe des Jahres 2013, wie durch die Aussagen der Revisoren von Elia bekräftigt;

(iii) Die Maßnahmen der Wallonischen Regierung sind erst ganz vor kurzem und offensichtlich immer noch unvollständig bestätigt worden;

(iv) Es geht um beachtliche Beträge und, wie bereits weiter oben unter Nummer 15 erwähnt, möchte die CREG kein falsches Signal über die von der Wallonischen Region verfolgte Politik geben, indem sie ihre Entscheidung innerhalb einer zu kurzen Frist treffen würde;

(v) Es besteht kein großes Risiko von Quersubventionen, denn Elia rechnet seit Anfang 2013 die mit der Verpflichtung öffentlichen Dienstes verbundenen administrativen und finanziellen Kosten dem betreffenden Tarif an (für die CREG stellt dies einen deutlichen Kontrollpunkt dar);

(vi) Die CREG geht davon aus, dass die wallonische Verpflichtung öffentlichen Dienstes stets dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zufällt und dass sie nicht durch einen etwaigen "Haltevorgang" beeinträchtigt werden könnte, sodass dieses Verfahren aus der Sicht der Netzbenutzer einen neutralen Charakter haben wird;

(vii) Elia sucht auch selber (aber zugleich in letzter Minute) um die vorläufige Aussetzung ihres Antrags auf Tarifierhöhung vom 13. November 2013 nach;

(viii) Unter diesen zusammentreffenden Umständen wird die CREG aufgrund des Vorsorgeprinzips zu einer bedachtsamen Vorgehensweise gezwungen. Immerhin wird sich die CREG im ersten Halbjahr 2014 über eine eventuell von Elia beantragte Anpassung dieses Tarifs erneut aussprechen;

32. Unter diesen Umständen und den vorerwähnten Bedingungen weiß die CREG gegen die Aussetzung des Antrags von Elia und die Beibehaltung des heutigen Betrags von 13,8159 EUR/MWh ab dem 1. Januar 2014 nichts einzuwenden.

[...]

DIE CREG ENTSCHIEDET SICH FÜR die Aussetzung ihres Beschlusses über die Tarife für die Verpflichtung öffentlichen Dienstes im Rahmen der Finanzierung von Unterstützungsmaßnahmen zugunsten der erneuerbaren Energiequellen in der Wallonie. Folglich wird der gegenwärtige Tarif in Höhe von 13,8159 EUR/MWh vorläufig aufrechterhalten;"

In der Erwägung, dass Elia durch Schreiben vom 15. Januar 2014 an den Herrn Minister für Energie ihre Befürchtungen wiederholt hat vor dem Fall, in dem die Lage der grünen Zertifikate auf dem Markt unverändert bleiben würde, und auf den provisorischen Charakter der Erhöhung des Tarifaufschlags für grüne Zertifikate mit folgenden Worten erneut hingewiesen hat:

"[...] Wie Sie wissen, hat Elia weiterhin ein erhebliches Defizit zu verzeichnen zwischen den Kosten, die ihr im Rahmen der gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung zum Rückkauf wallonischer GZ zum garantierten Mindestpreis entstehen, und den Einnahmen, die sie durch die Erhebung eines für diese gemeinwirtschaftliche Verpflichtung bestimmten Tarifaufschlags erzielt. Der Verwaltungsrat von Elia bleibt besorgt über diese anhand der Jahresrechnung von Ende 2013 erkennbar werdende Lage, und zwar umso mehr, als sich die CREG neulich mit der vorläufigen Aussetzung der Erhöhung des betreffenden Tarifaufschlags in Erwartung einer unmittelbar bevorstehenden Verabschiedung von Verordnungstexten zum endgültigen Abstecken des Rechtsrahmens für die Einführung der Befreiungen und Rückstellungen von grünen Zertifikaten als Reserve einverstanden erklärt hat, wie wir es ihr auf Ihr Drängen vorgeschlagen haben.";

In der Erwägung, dass die Folgen des vorbeschriebenen Sachverhalts und die Gefahr einer Erhöhung des mit den grünen Zertifikaten verbundenen Tarifaufschlags für Stromverbraucher und insbesondere für Unternehmen, die auf europäischer und internationaler Ebene im Wettkampf stehen, beträchtlich sind;

In der Erwägung, dass sich die betreffende Maßnahme in den Gesamtrahmen der Reform der grünen Zertifikate zur Ermöglichung einer Wiederherstellung des Gleichgewichts ihres Marktes einreihen lässt;

In der Erwägung, dass insbesondere ein Mechanismus der Rückstellung und ein System teilweiser Befreiungen vom Tarifaufschlag für grüne Zertifikate im Hinblick auf bestimmte Endkunden in diesem Rahmen eingeführt worden sind;

In der Erwägung, dass dem am 20. November 2013 abgegebenen Gutachten Nr. CD-13k07-CWaPE-816 der CWaPE zufolge die im Erlassentwurf beabsichtigte Maßnahme eine Verringerung um 12 bis 13 Millionen der Anzahl grüner Zertifikate, die solchen Anlagen im Zeitraum 2018-2027 gewährt werden, ermöglichen sollte; dass die Menge der betroffenen grünen Zertifikate daher so aufgefasst werden darf, dass sie einen bedeutsamen Einfluss auf den Markt der grünen Zertifikate ausübt, insofern als das für das Jahr 2020 geschätzte Gesamtmarktvolumen der grünen Zertifikate infolge von Rückgaben 6,5 Millionen Stück beträgt;

In der Erwägung, dass der Zusammenhang zwischen der sich aus dem Erlassentwurf ergebenden Beschränkung der Anzahl grüner Zertifikate und dem Tarifaufschlag ebenfalls von der CWaPE in ihrem besonderen Jahresbericht 2012 über die Marktentwicklung für grüne Zertifikate eindeutig hervorgehoben worden ist: In Kapitel 4 dieses der Entwicklung des Markts der grünen Zertifikate über den Zeitraum 2013-2020 gewidmeten Berichts wird die Berücksichtigung des am 30. Mai 2013 in erster Lesung getroffenen Beschlusses der Wallonischen Regierung zur Verkürzung der Dauer der Gewährung grüner Zertifikate an Solwatt-Anlagen von 15 auf 10 Jahre von der CWaPE in ihre Hypothesen mit eingeschlossen. Auf der Grundlage der verschiedenen Annahmen, worunter die gerade genannte Hypothese, stellt die CWaPE fest, dass:

“Den Markt der grünen Zertifikate 2020 wieder in ein Gleichgewicht zu bringen, ist möglich, soweit die Gesamtmenge der ab 2013 im Rahmen des Solwatt-Plans ausgestellten Zertifikate von Elia zurückgekauft wird”;

In der Erwägung, dass der Zusammenhang zwischen der sich aus dem Erlassentwurf ergebenden Beschränkung der Anzahl grüner Zertifikate und der kurzfristigen Entwicklung des Tarifaufschlags echt ist und durch den Mechanismus der Haltung von als Reserve zurückgestellten grünen Zertifikaten effektiv wird, der durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 (am 17. Januar 2014 durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht / Erratum wurde am 5. Februar 2014 veröffentlicht) zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts - nachstehend “Elektrizitätsdekret” - eingefügt wurde;

In der Erwägung, dass der Mechanismus für die “Rückstellung” von überschüssigen grünen Zertifikaten durch einen Finanzmittler sich unter anderem auf eine Aussicht auf eine Rückkehr auf den Markt der als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate vor dem Ablauf der maximalen Übertragungsdauer stützt. In ihrem am 20. Dezember 2013 abgegebenen Gutachten Nr. CD-13I19-CWaPE-840 “über den Dekretsentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zur Einrichtung einer Rechtsgrundlage für den über einen Finanzmittler laufenden Mechanismus zur externen Finanzierung der grünen Zertifikate sowie für die Befreiungen vom Elia-Tarifaufschlag” stützt sich die CWaPE wieder auf die Hypothese der Verkürzung der Dauer für die Gewährung von grünen Zertifikaten von 15 auf 10 Jahre für die Solwatt-Einrichtungen und schätzt auf dieser Grundlage das Volumen von grünen Zertifikaten, die vom Finanzmittler als Reserve zurückzulegen sind. In der Analyse zeigt die CWaPE, dass die grünen Zertifikate, die Gegenstand der Handlungsmaßnahme gewesen sind, bei dieser Hypothese und angesichts der Entwicklung der Quoten für die grünen Zertifikate aus der Reserve ab 2017 in Szenario S1 und ab 2019 in Szenario S2 freigegeben werden können. Diese Aussicht auf eine Rückkehr auf den Markt, die für den Erfolg des Übertragungsvorgangs - und daher für die Stabilisierung des Elia-Tarifaufschlags auf 13,82 €/MWh (derzeitiger Wert) - wesentlich ist, ist also eng mit der Maßnahme des vorliegenden Erlassentwurfs verbunden.

In der Erwägung, dass, falls der Erlassentwurf nicht durchgeführt wird, ein Volumen von 12 bis 13 Millionen zusätzlichen grünen Zertifikaten zwischen 2018 und 2027 den Markt überschwemmen wird, was jede Aussicht auf Rückkauf durch den Markt der als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate illusorisch machen wird;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine Garantie für die Rentabilität der mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Nettoleistung unter 10 kW zu gewährleisten, und gleichzeitig die Dauer für die Gewährung der grünen Zertifikate für dieselben Anlagen rasch abzuändern, um das Ziel von allgemeinem Interesse aller Verbraucher, einen moderaten Tarifaufschlag zu genießen, zu erreichen;

In der Erwägung, dass die CWaPE in ihrem Gutachten Nr. CD-13g02-CWaPE-537 bestätigt, dass die im neuen § 1bis des vorliegenden Erlasses vorgesehene Änderung des Faktors “k” dazu beitragen würde, die sehr günstige Rentabilität dieser Anlagen und daher die bedeutenden Auswirkungen des Elia-Tarifaufschlags auf die Verbraucher zu verringern”;

In der Erwägung, dass eine Rechtsprechung es einer Regierung gestattet, ein System durch Korrekturmaßnahmen zu revidieren, um die Investitionen, deren Profite höher als normal sind, anzupassen, wenn diese Revision auf sozialen Erwägungen - dem Schutz der ärmsten Verbraucher - und auf wirtschaftlichen Erwägungen - der Rückkehr zu einem Marktgleichgewicht - basiert (siehe Bericht an die Regierung, ICSID-Rechtsprechung vom 23. September 2010 und Sitzungen des Verfassungsgerichtshofs des Königreichs Belgien vom 30. März 2010 und vom 17. Juli 2014). Zurzeit liegt der Preis des grünen Zertifikats bei 65 €; es ist aber nicht ausgeschlossen, dass dieser Preis sich infolge der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses erhöht und dass die vorübergehenden störenden Auswirkungen oder die mangelnde Rentabilität der photovoltaischen Anlagen also durch die Markterhöhung beseitigt werden. Aus diesem Grund werden außerdem die Bedingungen geprüft, die es ermöglichen, in den Genuss einer nachträglichen Ausnahme von der Anwendung des Systems zu kommen;

In der Erwägung, dass Artikel 38, § 5 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts in Verbindung mit Artikel 40 desselben Dekrets es der Regierung gestattet, “die Anzahl der [...] gewährten grünen Zertifikate unter Berücksichtigung des Alters der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom, ihrer Rentabilität und des Erzeugungsverfahrens” zu verringern, unter Einhaltung der Verpflichtung zu Lasten des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes, die grünen Zertifikate zu kaufen, die “während eines maximalen Zeitraums von hundertachtzig Monaten [...] im Hinblick auf die Rentabilität des Projekts” gilt;

In der Erwägung, dass das vorgeschlagene System dazu führt, dass der sich aus dem Ermäßigungskoeffizienten “k” ergebende Profit für die Anlagen, für die die Modalitäten zur Gewährung der grünen Zertifikate diejenigen sind, die bis zum 30. November 2011 anwendbar waren, in der Zukunft eingeschränkt wird;

In der Erwägung, dass der vorgeschlagene Mechanismus, zusätzlich zum Ziel der Verringerung der grünen-Zertifikate-Blase, ebenfalls zum Zweck hat, die Rentabilität der erwähnten Anlagen sicherzustellen, indem den Erzeugern von Strom aus Photovoltaikanlagen mit einer Nettoleistung unter oder gleich 10 kW, für die die Modalitäten zur Gewährung der grünen Zertifikate diejenigen sind, die bis zum 30. November 2011 anwendbar waren, grüne Zertifikate für einen Zeitraum von 10 Jahren gewährt werden;

In der Erwägung, dass die CWaPE in ihrem in Anwendung von Artikel 43bis, § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts abgegebenen Gutachten Nr. CD-13k07-CWaPE-816 vom 20. November 2013 bezüglich der "Anwendung eines Faktors $k = 0$ für die Photovoltaikanlagen mit einer Leistung unter oder gleich 10 kW, die den bis den 30. November 2011 anwendbaren Gewährungsmodalitäten unterliegen, auf erhebliche Auswirkungen der vorgeschlagenen Maßnahme geschlossen hat:

"3. Gutachten

Was die Auswirkungen der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen Maßnahme auf die Rentabilität der betroffenen Anlagen ($\pm 79\ 000$) betrifft, ist die CWaPE auf der Grundlage der in ihrer Analyse genannten Hypothesen der Auffassung, dass die SOLWATT-Anlagen, für die die Dauer der Gewährung von grünen Zertifikaten von 15 auf 10 Jahre (Faktor " k " = 0) verkürzt werden würde, einen Rentabilitätsgrad gleich oder höher als den relevanten Rentabilitätsgrad für den Bereich Photovoltaik (7 %) behalten würden, mit Ausnahme einer begrenzten Anzahl von Anlagen, die 2008 installiert wurden (ab 8 kWp, wenn ein MwSt.-Satz von 6 % galt, und ab 5 kWp, wenn ein MwSt.-Satz von 21 % galt). Es ist jedoch zu bemerken, dass der abändernde Erlassentwurf in solchen Fällen vorsieht, dass die betroffenen Erzeuger eine Akte, die die mangelnde Rentabilität im Hinblick auf die gewährte Unterstützung beweist, einreichen können, um den ursprünglich festgelegten Faktor " k " zu genießen";

In der Erwägung, dass die Rentabilität auch sichergestellt wird, indem diese Erzeuger für den Fall, dass sie ab dem Zeitpunkt der Anwendung des neuen Faktors " k " auf ihre Anlagen Rentabilitätsschwierigkeiten haben und sie die ursprüngliche relevante Rentabilität nicht erreichen würden, oder noch für den Fall, dass die Verkürzung der Gewährungsdauer zu Nebenwirkungen, d.h. "externen störenden Auswirkungen" auf laufende Abkommen oder Verträge und mithin auf die Rechte Dritter führt, die Möglichkeit haben, den Faktor " k ", auf den sie vor der durch den vorliegenden Erlass bewirkten Änderung Anspruch hatten, zu erhalten, indem sie eine persönliche, begründete Akte vorlegen; die "externe störende Auswirkung", die durch die Änderung der ursprünglich festgelegten Dauer für die Gewährung verursacht wird, ist "störend", wenn sie in negativen finanziellen Auswirkungen für den Erzeuger besteht, und ist "extern", wenn sie zu Folgen für die Rechte Dritter führt, z.B. wenn die Gewährung der grünen Zertifikate mit der Erfüllung von Abkommens- und Vertragsverpflichtungen verbunden ist;

In der Erwägung, dass das Kriterium für die Unterscheidung zwischen den Erzeugern, die die Anwendung des vor dem vorliegenden Erlasses geltenden Faktors " k " in Anspruch nehmen können, und den anderen Erzeugern objektiv und hinsichtlich der Rentabilität der Anlage und der Nichtverletzung der Rechte Dritter durch die Auswirkung der vorliegenden Maßnahme, die die ursprüngliche Dauer für die Gewährung der grünen Zertifikate verkürzt, und daher hinsichtlich des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass mehrere Ziele schützen soll:

a) es handelt sich zuallererst um eine soziale Maßnahme zum Schutz der schwächeren Verbraucher: in diesem Fall eine Maßnahme, die darauf abzielt, eine Explosion des Elia-Tarifaufschlags zu vermeiden, damit die Strompreise sich nicht erhöhen, welche gemäß der dritten Richtlinie für alle Verbraucher und insbesondere für die ärmsten Verbraucher, die durch eine erhebliche Erhöhung des Elia-Tarifaufschlags am meisten betroffen werden, erschwinglich bleiben müssen; und

b) es handelt sich um eine wirtschaftliche Maßnahme, die darauf abzielt, die infolge der explosiven Zunahme der grünen Zertifikate entstandene Blase im Laufe der Zeit zu glätten, so dass der Preis des grünen Zertifikats wieder über 65 € steigen kann, wie es von der CWaPE mittelfristig vorgesehen wird, und ggf. die Vorteile eines weniger gestörten Marktes wieder finden kann. Sobald der Markt einen Preis der grünen Zertifikate über 65 € wieder anbietet, wird ein Multiplikatoreffekt auftreten, da die grünen Zertifikate nicht mehr von Elia zurückgekauft werden, mit der unmittelbaren Folge, dass die Überlastung senken wird;

Dass die Maßnahme eine zeitweilige Berichtigungsmaßnahme ist, da die Dauer der Unterstützung von dem Wert des garantierten Preises wirtschaftlich nicht zu trennen ist. Da die Regierung in diesem Stadium beschlossen hat, den garantierten Mindestpreis nicht anzutasten, ist es wohl möglich, dass der Preis des grünen Zertifikats wieder steigt, was nämlich der Zweck dieser Maßnahme ist, und dass somit die eventuellen externen störenden Auswirkungen und/oder eine eventuelle fehlende Rentabilität behoben werden. Deshalb wird die Prüfung je Akte auf das Ende der Periode verschoben, wenn die Akteure einen besseren Überblick über die eventuellen externen störenden Auswirkungen und/oder eine eventuelle fehlende Rentabilität der Anlage haben werden;

Dass parallel zum Verfahren der Überprüfung jeder Personalakte das vorliegende Projekt die Möglichkeit für die Regierung vorsieht, aufgrund eines Berichts, der von einer Gruppe von Sachverständigen, die die durch den Erlassentwurf erwähnten privaten und öffentlichen Interessen vertreten, abgegeben wird, Befreiungen je Erzeugerkategorie vorzusehen, wenn solche Kategorien ersichtlich werden. Die in dem Erlassentwurf gemeinten privaten Interessen betreffen Personen, Vereine oder Zweckverbände, die ein sachliches Interesse bei der Unterstützung der erneuerbaren Elektrizität durch kleine photovoltaische Anlagen aufweisen können. Es kann sich ebenfalls um Personen der Zivilgesellschaft (Eigentümer, VoE, Verbraucherschutzorganisationen, usw.), Installateure von photovoltaischen Anlagen, Verbände (Verbraucherverbände, Verbände im Bausektor, Installateurverbände, usw.), oder um Privatpersonen handeln, die sich mit der Finanzierung solcher Projekte befassen;

Dass die sonstigen von der Regierung untersuchten möglichen Lösungen, nämlich eine Senkung des garantierten Mindestpreises in Zukunft für die bestehenden Anlagen auf eine Höhe, die mit einer Referenzrentabilität von 7 v.H. vereinbar ist, oder die Einführung einer Besteuerungsform der Solwattanlagen nachteiliger für die betroffenen Erzeuger als die vorgeschlagene Maßnahme wären;

Dass da dieses Projekt einerseits eine Senkung des Faktors " k " und somit der Dauer der Gewährung der grünen Zertifikate für die Anlagen, deren Gewährungsmodalitäten der grünen Zertifikate diejenigen sind, die bis zum 30. November 2011 anwendbar sind, vorsieht, um einem Ziel allgemeinen Interesses zur Senkung des Preises des Tarifaufschlags nachzukommen, und andererseits ein Verfahren zur Prüfung der Sonderbedingungen der Erzeuger je nach Personalakte sowie eine Möglichkeit von Befreiungen nach Kategorien durch die Regierung einführt, die von dem vorliegenden Erlassentwurf vorgeschlagene Maßnahme den verfolgten Zielen entspricht;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, werden zwei Paragraphen mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1ter: Für die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Leistung von höchstens 10 kW, deren geltender Faktor " k " gemäß Paragraph 1, Absatz 6 derjenige ist, der vor dem 1. Dezember 2011 maßgebend war, bestimmt der Minister auf Vorschlag der CWaPE, welcher Faktor " k " angesichts des Alters und der Rentabilität der Anlage anwendbar ist.

Jeder in Absatz 1 genannte Erzeuger kann zwischen 18 Monaten und spätestens 6 Monaten vor dem Ende der gemäß Absatz 1 festgelegten Gewährungsperiode der grünen Zertifikate eine Akte bei der CWaPE einreichen, um den ursprünglich gemäß Paragraph 1, Absatz 6 festgesetzten Faktor "k" gelten zu lassen. Die Akte enthält mindestens den Nachweis eines der folgenden Elemente:

1° nach Anwendung des vom Minister bestimmten, in Absatz 1 erwähnten neuen Faktors "k" erreicht die photovoltaische Anlage die zum Zeitpunkt der Installation vorgesehene Referenzrentabilität nicht;

2° Vorhandensein einer externen störenden Auswirkung auf laufende Vereinbarungen oder Verträge infolge der Abänderung der ursprünglichen Gewährungsperiode, die gemäß Paragraph 1, Absatz 6 festgelegt wurde, durch welche der Erzeuger einen unwiderruflichen finanziellen Nachteil erleidet.

Die CWaPE bestimmt und veröffentlicht auf ihrer Website die Modalitäten und die Fristen für die Bearbeitung der im vorigen Absatz genannten Akten.

Auf der Grundlage der Akte gibt die CWaPE ein Gutachten über die Rentabilität des Projekts ab, wobei die eingesparte Energie, die zum wirklichen Preis der Energie aufgewertet wird, und die grünen Zertifikate berücksichtigt werden. Wenn eine fehlende Rentabilität oder eine externe störende Auswirkung gemäß Absatz 2 nachgewiesen wird, gewährt der Minister dem betroffenen Erzeuger den Genuss des gemäß Paragraph 1, Absatz 6 festgelegten Faktors "k".

§ 1^{quater}. Eine Gruppe von Sachverständigen bestimmt die Typologie der Sonderfälle, bei denen die in Paragraph 1^{ter} vorgesehene Abweichung bewilligt werden kann. Diese Gruppe von Sachverständigen besteht aus 10 Mitgliedern, die nach einer Aufforderung zur Interessensbekundung von der Regierung wie folgt bezeichnet werden:

a) 5 Mitglieder, die die öffentlichen Behörden vertreten;

b) 5 Mitglieder, die die privaten Interessen, die ein sachliches Interesse bei der Unterstützung der erneuerbaren Elektrizität durch kleine photovoltaische Anlagen nachweisen können, und die Verbraucherschutzvereine vertreten.

Die Gruppe von Sachverständigen übermittelt der Regierung einen Bericht über die Typologie der angetroffenen Fälle innerhalb von 18 Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Paragraphen.

Auf der Grundlage des in Absatz 2 erwähnten Berichts und nach Begutachtung durch die CWaPE kann die Regierung Kategorien von Erzeugern festlegen, deren Merkmale beweisen, dass sie den gemäß Paragraph 1, Absatz 6 festgelegten Faktor "k" genießen können.».

Art. 2 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Oktober 2014

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/206162]

2 OKTOBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014;

Gelet op het voorstel CD-12j29-CWaPE-456 van de "CWaPE" van 9 november 2012 over de herziening van het ondersteuningsmechanisme voor producenten van elektriciteit vanaf fotovoltaïsche installaties met een vermogen lager dan of gelijk aan 10kW;

Gelet op advies CD-13g02-CWaPE-537 van de "CWaPE", uitgebracht op 2 juli 2013;

Gelet op het advies 54.571/4 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de toestand van de markt van de groene certificaten gekenmerkt door een overtollig volume van groene certificaten met als gevolg een aanzienlijk beroep op de aankoopgarantie door Elia georganiseerd bij artikel 40, eerste lid, van het decreet van 12 april 2001; dat overtollig volume vloeit in het bijzonder voort uit de producenten van elektriciteit vanaf fotovoltaïsche installaties met een vermogen lager dan of gelijk aan 10kW en, zoals de "CWaPE" het in haar bijzonder jaarlijks verslag "L'évolution du marché des certificats verts" heeft onderstreept, uit een explosie van het aantal installaties op die markt;

Dat het gevolg van dit grootschalig beroep op de aankoopgarantie werkelijk is op de toeslag op het tarief voor de consumenten, voor zover bedoelde toeslag steeds verhoogd wordt;

Gelet op de beslissing (B)130516-CDC-658E/26 van 16 mei 2013 betreffende "het aangepaste tariefvoorstel van ELIA SYSTEM OPERATOR SA van 2 april 2013 voor de gereguleerde periode 2012-2015" aangenomen overeenkomstig artikel 12^{quater}, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, waarin het volgende wordt bepaald :

"198. In haar schrijven van 14 maart 2013 heeft Elia de "CREG" in kennis gesteld van de huidige toestand van de markt van de groene certificaten in het Waalse Gewest. Elia heeft ook aan de "CREG" gevraagd welke gevolgen, met name inzake tarieven, ze aan de door Elia gedane vaststelling wil geven.

199. Er bestaat heden geen concreet element waarmee de "CREG" op het verzoek van Elia kan antwoorden. Talrijke inlichtingen zijn onlangs in de pers of tijdens uitwisselingen tussen de "CREG" en de betrokken actoren verspreid, maar er is tot nu toe geen enkele officiële beslissing die deze inlichtingen heeft bekrachtigd. Aangezien concrete ontwikkelingen binnenkort worden verwacht, vindt de "CREG" het evenwel niet opportuun om het tarief voor de openbare dienstverplichting te wijzigen voor de financiering van de steunmaatregelen aan de hernieuwbare energie in Wallonië in het kader van het Aangepaste Tariefvoorstel.

200. De "CREG" beslist bijgevolg de door Elia voorgestelde waarden voor het jaar 2012 en 2013 goed te keuren.

201. De "CREG" verzoekt er nochtans Elia om haar een nieuw voorstel tot aanpassing van dit tarief te doen zodra voldoende concrete elementen in aanmerking zullen kunnen worden genomen. In zijn brief van 26 april 2013 heeft Elia haar voornemen bevestigd om zich wat betreft dit tarief opnieuw tot de "CREG" te richten.,";

Dat de duidelijke wil van Elia is een nieuw tariefvoorstel op zeer korte termijn in te dienen om de toeslag op het tarief "groene certificaten" te verhogen, zoals onderstreept in de bovenvermelde tariefbeslissing van de "CREG";

Dat een dergelijke wil in de feiten werkelijk is geworden wanneer Elia via haar tariefvoorstel van 13 november 2013 een verhoging van de toeslag op het tarief "groene certificaten" opnieuw aan de "CREG" heeft aangevraagd;

Dat die aanvraag tijdelijk door Elia is opgeschort met het oog op de globale herziening van de groene certificaten;

Dat de "CREG" de volgende elementen heeft vermeld in haar tariefbeslissing van 19 december 2013, nr. (B)121219-CDC-658E/28 betreffende "het voorstel van 13 november 2013 van SA ELIA SYSTEM OPERATOR over de aanpassing vanaf 1 januari 2014 van de tarieven voor de openbare diensverplichtingen en van de belastingen en toeslagen en betreffende het verzoek van Elia van 17 december 2013" genomen overeenkomstig artikel 12^{quater}, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en van de artikelen 9, 10 en 33 van het besluit (Z) 130328-CDC-1109/3 van 28 maart 2013 tot wijziging van het besluit van 24 november 2011 tot bepaling van de voorlopige berekeningsmethodes en tot vaststelling van de tariefvoorwaarden voor de aansluiting op en de toegang tot de elektriciteitsnetwerken met een vervoerfunctie:

"23. Het dossier van Elia van 13 november 2013 omvat dan ook duidelijke cijfers over de verplichte toepassing van de openbare dienstverplichting die het Waalse Gewest aan Elia heeft opgelegd als beheerder van het plaatselijke transmissienet:

(i) een tegen einde 2013 verwacht totaal tekort van 65.300.000,00 EUR voor de correcte raming, waarvan het seizoeneffect van 25.000.000,00 EUR afgetrokken moet worden, ofwel een structureel tekort van 40.300.000,00 EUR;

(ii) de kosten van de aankoop van 4.320.000 groene certificaten in 2014 tegen de minimumprijs van 65,00 EUR/certificaat leiden tot een uitgave van 280.600.000,00 EUR in 2014;

(iii) de kosten van de aankoop van 4.271.000 groene certificaten in 2015 tegen de minimumprijs van 65,00 EUR/certificaat leiden tot een uitgave van 277.600.000,00 EUR in 2015;

Dat betekent dat om haar kosten tijdens de regelingsperiode 2012-2015 te dekken, Elia tijdens de twee volgende jaar een totaalbedrag van 599.500.000,00 EUR zal moeten vorderen, waarbij dit bedrag verhoogd moet worden met 2.700.000,00 EUR in administratieve en financiële kosten ten laste van de toeslag om de kruissubsidies met de andere activiteiten te voorkomen. Zonder structurele aanpassingen en zonder toepassing van een degressie zou een toeslag over 2 jaar bijgevolg het bedrag van 602.200.000,00 EUR moeten dekken.

24. Dat bedrag moet afgewenteld worden naar verhouding van de verwachte volumes elektriciteit afgenomen op de netten van de beheerder van het plaatselijke transmissienet van het Waalse Gewest, namelijk 16,9 TWh in 2014 en 16,8TWh in 2015.

25. Het is dus duidelijk dat het zonder bijkomende maatregelen met een toeslag van 13,82 EUR/MWh niet mogelijk is. Die waarde zou immers slechts 465.734.000,00 EUR tariefinkomsten tijdens het jaar 2014 en het jaar 2015 als gevolg hebben terwijl het voor dezelfde periode te dekken bedrag 602.200.000,00 EUR (cf. nummer 23 hierboven) bedraagt.

26. Uit alle documenten waarover de "CREG" beschikt, blijkt evenwel duidelijk dat het Waalse Gewest wel een reeks van structurele maatregelen beoogt :

[...]

29. Door vast te stellen dat de nieuwe feitelijke elementen ertoe strekken aan te tonen dat bepaalde maatregelen, aangekondigd door de Waalse Regering concreet werden gemaakt en dat de partijen het welslagen van de intenties van de Waalse Regering voor ogen hebben, vermeldt Elia dat het haar bedoeling is tijdens de vergadering van haar raad van bestuur voorzien einde maart 2014 op die verschillende elementen te wijzen. Tijdens die vergadering gaat Elia na of het voortdurende decreet wel degelijk in werking is getreden en of de invoering van een draagverrichting realistisch is;

30. Daarom heeft Elia in de tussentijd de CREG gevraagd om ervan uit te willen gaan dat de verhogingsaanvraag in haar dossier van 13 november 2013 tijdelijk opgeheven wordt.

Elia vraagt dus dat het tarief van openbare dienstverplichting op diens huidige niveau van 1 januari 2014 bevestigd wordt;

31. De CREG volgt die complexe problematiek reeds lange tijd op. Zij stelt het volgende vast :

(i) de hypothesen en berekeningen voorgesteld door Elia betreffende het aantal certificaten stemmen volledig overeen met de evoluties en aantallen bekendgemaakt door de CWAPE;

(ii) het verwachte tekort van Elia eind 2013 stemt overeen met wat reeds te lezen staat in de boekhouding van Elia in het halfjaarlijks verslag van 2012 en de latere ontwikkeling ervan in de loop van 2013, zoals bevestigd door de revisoren van Elia;

(iii) de bevestiging van de maatregelen van de Waalse Regering is zeer recent en duidelijk steeds onvolledig;

(iv) het betreft aanzienlijke bedragen en, zoals vermeld in nummer 15 hierboven, wenst de CREG te voorkomen dat er een vals signaal wordt uitgestuurd wat betreft het beleid gevoerd door het Waalse Gewest door binnen een te kort tijdsbestek een beslissing te treffen;

(v) er bestaat slechts een klein risico op gekruiste subsidies daar Elia sinds aanvang 2013 de administratieve en financiële kosten in verband met de openbare dienstverplichting toerekent op het tarief waarvan sprake (dit vormt een aangestipt controlepunt voor de CREG);

(vi) de CREG gaat van het principe uit dat de Waalse openbare dienstverplichting onder de beheerder van het plaatselijk net blijft vallen en dat het eventuele gebruik van een draagverrichting geen nadeel uitmaakt, zodat de verrichting neutraal zal zijn voor de netgebruiker;

(vii) Elia vraagt zelf (maar ook in extremis) dat haar verzoek van 13 november 2013 tot tariefverhoging tijdelijk opgeschort wordt;

(viii) in deze samenloop van omstandigheden noopt het voorzorgsbeginsel de CREG als administratieve overheid tot een voorzichtige aanpak. De CREG zal zich evenwel opnieuw in de loop van het eerste semester 2014 uitspreken over een eventuele aanpassing van dat tarief dat door Elia aangevraagd zou worden;

32. In die omstandigheden en de bovenvermelde voorwaarden heeft de CREG geen bezwaar tegen de opschorting van de aanvraag van Elia en tegen de instandhouding van de huidige waarde van 13,8159 EUR/MWh te rekenen van 1 januari 2014.

[...]

DE CREG BESLIST haar beslissing in verband met de tarieven voor de openbare dienstverplichting voor de financiering van de steunmaatregelen voor hernieuwbare energie in Wallonië op te schorten. Het huidige tarief van 13,8159 EUR/MWh wordt dus voorlopig behouden; »;

Dat Elia bij schrijven van 15 januari 2014 gericht aan de heer Minister van Energie haar vrees nogmaals herhaald heeft mocht de toestand op de markt voor groene certificaten ongewijzigd blijven en heeft als volgt het tijdelijk karakter van de opschorting van de verhoging van de overbelasting "groene certificaten" opnieuw bevestigd :

« (...) het is u niet onbekend dat Elia met een significant tekort blijft kampen tussen de uitgaven die zij draagt in het kader van de openbare dienstverplichting in de aankoop van Waalse groene certificaten tegen een gewaarborgde minimumprijs en de ontvangsten die ze int via de toepassing van een overbelasting voor deze openbare dienstverplichting. De raad van bestuur van Elia blijft bekommerd omtrent deze toestand die uit de jaarrekeningen eind 2013 blijkt. Te meer omdat de CREG recent, zoals wij dit op haar aandringen aan de commissie voorgesteld hebben, aanvaard heeft om de opwaartse herziening van de toeslag waarvan sprake tijdelijk op te schorten in afwachting van een spoedige aanneming van reglementaire teksten ter afronding van het wettelijk kader voor de invoering van de vrijstellingen en de vorming van een reserve van groene certificaten.";

Dat de impact van voorgaande gegevens en de risico's op een verhoging van de overbelasting aan tarieven van groene certificaten voor elektriciteitsafnemers en met name voor de ondernemingen in een situatie van Europese en internationale concurrentie aanzienlijk zijn;

Overwegende dat huidige maatregel in het globale kader van de hervorming van de groene certificaten met het oog op het opnieuw bereiken van een marktevenwicht voor groene certificaten past;

Dat er in dat verband met name een mechanisme van voorraadvorming is ingevoerd, evenals een stelsel van gedeeltelijke vrijstellingen van de toeslag "groene certificaten" voor sommige eindafnemers;

Dat de maatregel, overwogen in ontwerp-besluit, volgens advies CD-13k07-CWaPE-816 van de CWaPE van 20 november 2013, het mogelijk zou moeten maken om het aantal groene certificaten, toegekend voor die installaties, met 12 tot 13 miljoen groene certificaten over de periode 2018-2027 terug te dringen; dat het volume betrokken groene certificaten geacht kan worden een significante invloed te hebben op de markt voor groene certificaten daar de totale groen-certificatenmarkt via de teruggegeven quota's 6,5 miljoen groene certificaten in 2020 bedraagt;

Overwegende dat het verband tussen de beperking van het volume van groene certificaten uit het ontwerp-besluit en de tarief toeslag eveneens door de CWaPE werd benadrukt in haar specifiek jaarverslag van 2012 over de evolutie van de markt voor groene certificaten. In hoofdstuk 4 van dat verslag, gewijd aan de evolutie van de markt van groene certificaten over de periode 2013-2020, houdt de CWaPE in haar hypothesen rekening met de beslissing van de Waalse Regering, op 30 mei 2013 in eerste lezing aangenomen, om de toekenningsduur van de groene certificaten voor de Solwatt-installaties van 15 tot tien jaar terug te brengen. Op grond van de verschillende hypothesen, w.o. voorgaande, bemerkt de CWaPE:

"een terugkeer naar een marktevenwicht voor groene certificaten is in 2020 mogelijk voor zover het gehele volume aan groene certificaten, in de Solwatt-branche geproduceerd vanaf 2013, door Elia overgekocht wordt";

Overwegende dat het verband tussen de beperking van het volume van groene certificaten uit het ontwerp-besluit en de tarief toeslag op korte termijn daadwerkelijk is via het draagmechanisme van voorraadaanleg van groene certificaten, ingevoegd in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt ("elektriciteitsdecreet" hierna) via het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene begroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 17 januari 2014/erratum op 5 februari 2014);

Dat genoemd mechanisme tot aanleg van een voorraad van overtollige groene certificaten door een financiële bemiddelaar met name berust op een vooruitzicht op een terugkeer naar de markt voor de afloop van de maximale draagduur van de voorraad gebrachte groene certificaten. In haar advies nr. CD-13119-CWaPE-840 van 20 december van 2013 « m.b.t. het ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt tot invoering van een rechtsgrond voor het mechanisme inzake externe financiering van de groene certificaten via een financiële bemiddelaar alsook voor de vrijstellingen van de Elia-toeslag », gaat de CWaPE opnieuw uit van de veronderstelling dat de duur van toekenning van de groene certificaten van 15 tot 10 jaar verminderd wordt voor de Solwatt-installaties en schat ze de hoeveelheid groene certificaten waarvoor de financiële bemiddelaar een voorraad moet aanleggen op die basis. In haar analyse toont de CWaPE, in die veronderstelling en rekening houdend met de evolutie van de quota's groene certificaten, dat de groene certificaten die het voorwerp van het draagmechanisme hebben uitgemaakt uit de voorraad mogen treden, vanaf 2017 in het scenario S1 en vanaf 2019 in het scenario S2. Dat vooruitzicht op een terugkeer op de markt, essentieel voor een succesvolle draaghandel - en bijgevolg, voor de stabilisatie van het niveau van de Elia-toeslag op 13,82 €/MWh (het huidige niveau) - is dus nauw verbonden met de maatregel van dit ontwerp van besluit :

Dat, bij gebrek aan uitvoering van het ontwerp van besluit, een hoeveelheid van 12 à 13 miljoen bijkomende groene certificaten de markt zal overspoelen tussen 2018 en 2027, waarbij elk vooruitzicht van overname door de markt van de in voorraad opgenomen groene certificaten denkbeeldig wordt;

Gelet op de noodzaak van het behoud van een garantie van rendabiliteit van de productie-installaties d.m.v. fotovoltaïsche panelen met minder dan 10kW nettovermogen, waarbij de duur van toekenning van groene certificaten voor dezelfde installaties snel gewijzigd kan worden om te voldoen aan de doelstelling inzake algemeen belang van het geheel van de verbruikers om voordeel te halen van een redelijke tarifaire toeslag;

Overwegende dat de CWaPE in haar advies CD-13g02-CWaPE-537 bevestigt dat de wijziging van de factor 'k' waarin voorzien wordt in de nieuwe paragraaf 1bis van dit besluit « zou bijdragen tot de vermindering van de zeer gunstige rendabiliteit van die installaties en, bijgevolg, tot de beperking van de aanzienlijke weerslag van de Elia-toeslag op de verbruikers »;

Overwegende dat een regering op grond van een jurisprudentie een systeem via rechtzettende maatregelen kan bijsturen met het oog op de herziening van de investeringen die een normale winst overstijgen, als de herziening berust op sociale overwegingen - met name de bescherming van de minst bedeelde verbruikers - en op economische overwegingen - terugkeer naar een markt evenwicht - (zie nota aan de Regering, jurisprudentie CIRDI van 23 september 2010 en Grondwettelijk Hof van het Koninkrijk België van 30 maart 2010 en 17 juli 2014). De prijs van het groene certificaat bedraagt tegenwoordig 65 € maar het is niet uitgesloten dat die prijs verhoogd wordt als gevolg van de aanneming van dit besluit en dat de tijdelijke storende effecten of het gebrek aan rendabiliteit van de fotovoltaïsche panelen dankzij de wederopleving van de markt verholpen moeten worden. Het is trouwens om die reden dat onderzoek gevoerd wordt naar de voorwaarden waaronder een afwijking van de toepassing van het stelsel achteraf genoten kan worden;

Dat artikel 38, §5, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gelezen in combinatie met artikel 40 van hetzelfde besluit de Regering toelaat om « het aantal groene certificaten te verminderen dat toegekend wordt naar gelang van de leeftijd van de installatie voor de productie van groene elektriciteit, van haar rendabiliteit en productiekanaal » met inachtneming van de verplichting tot aankoop van groene certificaten ten laste van de beheerder van het plaatselijke vervoersnet, die bestaat gedurende « maximum 180 maanden [...] ten aanzien van de rendabiliteit van het project. »;

Dat het voorgedragen mechanisme tot gevolg heeft dat het in de toekomst het voordeel van de matigende coëfficiënt « k » zal beperken wat betreft de installaties waarvoor de modaliteiten tot toekenning van groene certificaten degene zijn die toepasselijk zijn tot 30 november 2011;

Dat het voorgedragen mechanisme, waarbij de doelstelling gehaald wordt die erin bestaat de luchtbel van de groene certificaten te beperken, dient om ook de rendabiliteit van bedoelde installaties te garanderen door aan de producenten groene certificaten voor een periode van 10 jaar toe te kennen vanaf fotovoltaïsche installaties met minder dan 10 kW netto-vermogen, waarvan de toekenningsmodaliteiten degene zijn die toepasselijk zijn tot 30 november 2011;

Dat de CWaPE in haar advies nr. CD-13k07-CWaPE-816 van 20 november 2013 betreffende « de toepassing van een factor $k = 0$ voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen ...; 10 kW die in aanmerking komen voor de toekenningsmodaliteiten die toepasselijk zijn tot 30 november 2011 », uitgebracht overeenkomstig artikel 43bis, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, besloten heeft tot een significante weerslag van de voorgestelde maatregel, luidend als volgt :

« 3. Advies

Wat betreft de weerslag van de maatregel die door de Waalse Regering voorgedragen wordt i.v.m. de rendabiliteit van bedoelde installaties ($\pm 79\ 000$), acht de CWaPE, op basis van de veronderstellingen die in haar analyse opgenomen zijn, dat de SOLWATT-installaties waarvoor de toekenningsduur van 15 tot 10 jaar (factor ' $k' = 0$) verlaagd zou worden, een rendabiliteitsvoet zouden behouden die gelijk aan of hoger zou zijn dan de referentie-rendabiliteitsvoet voor de fotovoltaïsche zonne-energiesector (7 %), met uitzondering van een beperkt aantal installaties geplaatst in 2008 (vanaf 8 kWc wanneer een btw-tarief van 6 % van toepassing was en vanaf 5 kWc wanneer een btw-tarief van 21 % van toepassing was). Voor dergelijke gevallen dient te worden opgemerkt dat het wijzigend ontwerp van besluit bepaalt dat de betrokken producenten een dossier zullen kunnen indienen waarmee het gebrek aan rendabiliteit ten aanzien van de verleende steun aangetoond kan worden om de aanvankelijk vastgelegde factor « k » te genieten. »;

Dat die rendabiliteitsgarantie ook gegeven wordt door de mogelijkheid die dezelfde producenten, in de veronderstelling dat ze rendabiliteitsproblemen zouden ondervinden, hebben na toepassing van de nieuwe factor k op hun installatie in de toekomst, in de aanvankelijke referentie-rendabiliteit niet zouden halen; of, in de veronderstelling dat de vermindering van de toekenningsduur collaterale gevolgen, namelijk « storende externe effecten », zou hebben voor lopende overeenkomsten of contracten en bijgevolg, voor de rechten van derden, om op overlegging van een gemotiveerd individueel dossier, in aanmerking te komen voor de factor « k » waarop ze aanspraak konden maken voor de wijziging die bij dit besluit wordt aangebracht; het « storend extern effect » dat voortvloeit uit de wijziging van de vastgelegde aanvankelijke toekenningsduur is « storend » wanneer het bestaat in een negatieve financiële weerslag voor de producent en is « extern » wanneer het gevolgen heeft voor de rechten van derden, zoals wanneer de toekenning van groene certificaten gepaard gaat met het nakomen van conventionele of contractuele verplichtingen;

Dat het criterium inzake differentiatie tussen de producenten die kunnen verzoeken om de toepassing van de factor ' k' die voorafgaat aan dit besluit en de andere producenten objectief en gegrond is ten opzichte van het criterium van de rendabiliteit van de installatie en van het feit dat de rechten van derden niet geschonden worden door de uitwerking van deze maatregel tot beperking van de aanvankelijke duur van toekenning van de groene certificaten en, bijgevolg, ten opzichte van het evenredigheidsbeginsel;

Dat dit besluit de bescherming van verschillende doelstellingen beoogt :

a) het gaat eerst en vooral om een sociale maatregel tot bescherming van de minst bedeelde verbruikers : in casu, een maatregel die een losbarsting van de Elia-toeslag tracht te voorkomen ten einde de eindprijs van de elektriciteit niet te verhogen die, overeenkomstig de derde richtlijn, een betaalbare prijs moet blijven voor alle verbruikers en meer bepaald voor de minst bevoordeelde, die het meest getroffen worden door een significante verhoging van de Elia-toeslag; en

b) het gaat om een economische maatregel die een explosie van het aantal groene certificaten in de tijd tracht te voorkomen opdat de prijs van een groen certificaat opnieuw meer dan 65 € zou kunnen bedragen, zoals de CWaPE het voorspelt op middellange termijn en, eventueel, de voordelen van een minder gestoorde markt zou kunnen terugvinden. Zodra de markt de groene certificaten aan een prijs boven 65 € zal aanbieden, zal zich een vermenigvuldigingseffect voordoen vermits de groene certificaten niet meer door Elia afgekocht zullen worden, met als rechtstreeks gevolg dat de toeslag zal verminderen;

Dat de maatregel een tijdelijke correctiemeatregel is daar de duur van de ondersteuning van de waarde niet van de gewaarborgde prijs onderscheiden mag worden. Daar de Regering in dit stadium immers besloten heeft om niet aan de gewaarborgde minimumprijs te raken, belets niets, wat juist het doel van die maatregel is, dat de prijs van het groene certificaat op middellange termijn opnieuw stijgt en de eventuele storende buiteneffecten en/of een eventueel uitblijven van rendabiliteit tenietdoet. Daarom wordt de behandeling per dossier uitgesteld naar het einde van de periode, wanneer de actoren een duidelijker inzicht zullen hebben in de eventuele storende buiteneffecten en/of een eventueel uitblijven van rendabiliteit van de installatie;

Dat dit ontwerp parallel met de onderzoeksprocedure voor ieder individueel dossier op grond van een deskundigenverslag waarin de privé- en publieke belangen waarvan sprake in het ontwerp-besluit vertegenwoordigd worden in de mogelijkheid voor de Regering voorziet om vrijstellingen per categorieën producenten te bepalen, indien dergelijke categorieën ontstaan. De private belangen waarvan sprake in het ontwerp-besluit vertegenwoordigen personen, verenigingen of belangengroepen die het bestaan van een objectief belang voor de steun voor de productie van hernieuwbare elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een laag nettovermogen kunnen bewijzen. Het kan ook personen uit het maatschappelijk middenveld betreffen (eigenaars, vzw's, consumentenverenigingen enz), installateurs van fotovoltaïsche panelen, bonden (verbruikersbonden, bouwsectorbonden, bonden van installateurs) of privé-persoon die zich met de financiering van dergelijke projecten bezighouden (banken, verzekeraars, enz);

Dat de andere denksporen, onderzocht door de Regering zoals een verlaging van de gewaarborgde minimumprijs naar de toekomst voor de bestaande installaties naar een niveau dat verenigbaar is met een referentierendabiliteit van 7 percent, of nog de invoering van een vorm van belastingheffing op de Solwatt-installaties, de betrokken producenten zouden kunnen benadelen, meer dan de voorgestelde maatregel;

Dat voorzover huidig ontwerp enerzijds in een vermindering van de factor "k" voorziet, en dus in de toekenningsduur van groene certificaten voor de installaties waarvan de toekenningsmodaliteiten van groene certificaten de modaliteiten zijn die van toepassing zijn tot 30 november 2011, om in te gaan op een algemeen doel van prijsverlaging voor de tarief toeslag en anderzijds een onderzoeksprocedure invoert per dossier inzake de bijzondere voorwaarden van de producenten, evenals een mogelijkheid tot vrijstellingen per categorie door de Regering, de voorgestelde maatregel van dit ontwerp-besluit in verhouding staat tot de nagestreefde doelen;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden twee paragrafen ingevoegd, luidend als volgt :

§ 1^{ter}. In afwijking van paragraaf 1, zesde lid, voor de installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een nettovermogen lager dan of gelijk aan 10 kW, waarvan de toepasbare factor "k", overeenkomstig paragraaf 1, zesde lid, de factor "k" is die van kracht was vóór 1 december 2012, bepaalt de Minister, op voordracht van de CWaPE, de toepasbare factor "k" ten opzichte van de ouderdom en de rendabiliteit van de installatie.

Elke producent bedoeld in het eerste lid kan, tussen 18 maanden en, uiterlijk 6 maanden vóór het einde van de periode van toekenning van groene certificaten vastgesteld overeenkomstig het eerste lid, een dossier indienen bij de CWaPE om te genieten van de aanvankelijk bepaalde factor "k" overeenkomstig paragraaf 1, zesde lid. Het dossier bevat, op zijn minst, het bewijs van een van de volgende elementen:

1° het niet-bereiken door de fotovoltaïsche installatie, na toepassing van de nieuwe factor "k" vastgesteld door de Minister bedoeld in het eerste lid, van de referentie-rendabiliteit die op het ogenblik van de installatie gelden;

2° een storend buiteneffect op de lopende overeenkomsten of contracten dat voortvloeit uit de wijziging van de oorspronkelijke periode van toekenning vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, zesde lid, met als gevolg een financiële, ongunstige en onherroepelijke impact voor de producent.

De CWaPE bepaalt en deelt de modaliteiten en de termijnen in verband met de behandeling van de dossiers bedoeld in het vorige lid mee op haar website.

Op basis van het dossier, brengt de CWaPE advies uit over de rendabiliteit van het project rekening houdend in het bijzonder met de bespaarde energie gevaloriseerd aan de reële prijs van de energie en de groene certificaten. Als een gebrek aan rendabiliteit of als een storend buiteneffect overeenkomstig het tweede lid wordt bewezen, dan verleent de Minister de factor "k" vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, zesde lid, aan de betrokken producent.

§ 1^{quater}. Een groep van deskundigen bepaalt de typologie van de bijzondere gevallen die zouden kunnen in aanmerking komen voor de afwijking georganiseerd bij paragraaf 1 ter. Deze groep van deskundigen is samengesteld uit 10 leden aangewezen door de Regering na oproep tot belangverklaring, namelijk:

a) 5 leden die de openbare overheden vertegenwoordigen;

b) 5 leden die de private belangen vertegenwoordigen die het bestaan van een objectief belang voor de steun voor de productie van hernieuwbare elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een lage nettovermogen kunnen bewijzen en de verenigingen ter bescherming van de consumenten.

De groep van deskundigen maakt een verslag over aan de Waalse Regering betreffende de typologie van de tegengekomen gevallen binnen 18 maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf.

Op basis van het verslag bedoeld in het tweede lid en na advies van de CWaPE, kan de Regering categorieën van producenten vaststellen die, op grond van hun kenmerken, bewijzen dat ze de overeenkomstig paragraaf 1, zesde lid, vastgestelde factor "k" kunnen genieten. ».

Art. 2. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN